

PACJA et la justice climatique : Quels enjeux pour l'Afrique ?

Le changement climatique constitue l'un des défis les plus pressants de notre époque, affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. L'Afrique, qui n'est responsable que d'environ 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, est particulièrement vulnérable et sévèrement touchée par les effets du changement climatique, tandis que les États les plus pollueurs peinent à honorer leurs engagements de réduire les émissions et de financer l'adaptation des pays en développement.



Des jeunes donnent de la voix

Dès lors, des mouvements se créent et des voix s'élèvent pour appeler à la justice climatique, s'assurant que les politiques

climatiques prennent en compte les besoins des communautés les plus affectées, tout en garantissant une transition équitable et durable vers des économies résilientes et à faibles émissions.

Changement climatique : les fondements d'une justice climatique pour l'Afrique

L'Afrique, bien que responsable d'une infime fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subit de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique, avec des effets dévastateurs sur les écosystèmes, les ressources en eau et l'agriculture, pilier de nombreuses économies locales. « Nous exigeons la justice climatique, car ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent le plus », déclarait Lerato Margèle, activiste sud-africaine et responsable de EARTH LIFE AFRICA, au micro de France 24.

Le PNUD soutient que les impacts de la crise climatique sont plus graves pour les populations vulnérables qui ont des moyens limités pour s'adapter aux impacts du changement climatique. L'organe onusien précise qu'entre 2010 et 2020, la mortalité humaine due aux inondations, aux sécheresses et aux ouragans était 15 fois plus élevée dans les régions très vulnérables par rapport aux régions peu vulnérables. Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a signalé que le changement climatique se fait sentir ici et maintenant sur la santé des Africains dans la Corne de l'Afrique, précisant que l'échec de quatre saisons des pluies consécutives a desséché la terre et poussé les populations à quitter leurs maisons en quête de nourriture et d'eau. « Il y a au quotidien en Afrique des familles qui se déplacent, des familles qui souffrent de la famine, des conflits qui émanent des luttes pour les ressources, qui deviennent de plus en plus rares », a déploré Augustine Njamshi, Président des affaires techniques et politiques de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA), lors de la COP 23 en 2017 à Bonn, en Allemagne.



Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA

Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a déclaré que la COP se déroule sur fond de graves préoccupations. « Alors que j'arrivais, 70 personnes sont mortes et des milliers ont été déplacées au Kenya à cause des inondations », a-t-il déploré. L'Afrique subsaharienne, qui regroupe plus de 80 % des pays du continent, majoritairement pauvres, est sévèrement impactée par les effets du changement climatique. « L'Afrique subsaharienne est exposée à une gamme de risques climatiques graves qui pourraient avoir de profondes répercussions sur l'avenir des sociétés », a déclaré le Réseau Climat & Développement, une organisation francophone regroupant 60 ONG de terrain et de plaidoyer dans plusieurs pays d'Afrique et en France.

Dans une interview accordée à Mariama Diallo par Open Society Foundations en 2019, la militante sénégalaise pour la justice climatique souligne qu'au Sénégal, où l'économie est largement tributaire de l'environnement, le changement climatique finit par exacerber la pauvreté, renforce les inégalités en favorisant les conflits patrimoniaux, l'exode rural et

l'immigration clandestine. « J'ai décidé de m'impliquer parce que je crois que le changement climatique met en danger le développement économique et humain de l'Afrique. Et également parce que je crains que si les pays africains ne participent pas à l'élaboration des politiques mondiales de lutte contre le changement climatique, ils risquent de devenir des "outsiders", ceux qui ne contrôlent pas vraiment leur propre économie, ni même l'accès de leurs propres populations à la nourriture », a-t-elle justifié.

Selon l'OIF, les pays francophones d'Afrique sont victimes d'une double injustice au sein des instances de négociation climatique. D'une part, explique l'Organisation Internationale de la Francophonie, ils se trouvent sur le continent le plus vulnérable au changement climatique, qui contribue pourtant le plus faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit moins de 4 %. D'autre part, ajoute-t-elle, ces pays essentiellement situés dans les régions du Sahel sont confrontés à une barrière linguistique dans leurs processus nationaux de mobilisation de la finance climatique. Autant de défis qui fondent les actions de lutte contre le changement climatique à travers le continent et qui exigent de la part des gouvernements et surtout des organisations de la société civile africaine dont PACJA, à œuvrer pour une justice climatique en Afrique.

Engagement en faveur de la justice climatique pour l'Afrique : PACJA, un modèle inspirant

Fondé en 2008, PACJA est une coalition continentale d'organisations de la société civile africaine, réunie dans le but commun de promouvoir et de défendre un développement respectueux du climat et équitable. Conformément à sa vision, PACJA mobilise et responsabilise la société civile africaine, afin de garantir la mise en place d'une justice environnementale et climatique pour tous les peuples d'Afrique. En témoignent les nombreux ateliers d'échanges et de formations des jeunes sur les enjeux de la justice

climatique organisés à travers le continent. En 2023, par exemple, de nombreux jeunes activistes climat ont vu leurs capacités renforcées lors de l'université d'été de Nairobi, organisée par PACJA en collaboration avec l'université Kenyatta du Kenya.



Des participants à l'université d'été organisée par PACJA

Photo : AgriDigitale

« Cette école d'été est conçue pour offrir une opportunité aux étudiants activistes universitaires, à la jeune génération de défenseurs de la justice climatique ainsi qu'aux praticiens du Sud et du Nord », a déclaré Fidèle Niyigaba, Chargé de communication et de la gestion des connaissances du PACJA. Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, les membres issus des organisations de la société civile africaine regroupées sous le PACJA se sont réunis à Dubaï pour évaluer les défis et les progrès réalisés depuis la précédente COP 27. Cet atelier a permis de valider la position commune de la COP 28 pour l'Afrique et d'appeler les parties à transcender leurs engagements et à tenir la promesse sur les actions nécessaires pour faire face à la crise climatique. S'exprimant lors de la séance d'ouverture, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a rappelé que la COP 28 se déroule dans un contexte d'impact sans précédent de changement climatique qui affecte les communautés des pays en développement, notamment en Afrique. « Lorsque nous nous demandons où se trouve l'argent

important engagé et déclaré dans les COP, et qui n'est jamais vu par les petites agricultrices, les éleveurs et les populations autochtones de nos pays et communautés, cela nous donne une réponse : cet argent reste dans les papiers ; et rien n'indique que nous y parviendrons un jour à moins de repenser ce processus multilatéral », a déclaré le Dr Mithika Mwenda.

Dans son communiqué de presse appelant à une action audacieuse lors de la COP 28, et alors que des inquiétudes s'exprimaient sur la crédibilité de la conférence, PACJA a appelé à une augmentation significative du financement climatique en Afrique, mettant l'accent sur l'adaptation. « Nous insistons sur la nécessité de créer un organisme plus neutre et responsable, proche des communautés confrontées aux aléas des catastrophes déclenchées par le climat, pour superviser le Fonds des pertes et dommages, garantissant ainsi une compensation juste et équitable aux nations touchées », a martelé l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique.

Dans les combats pour obtenir la justice climatique, l'association CARE fait observer que les États sont loin de respecter leurs promesses climatiques, citant l'exemple de la France, déjà condamnée deux fois par la justice pour inaction en novembre 2020 et octobre 2021. Mais PACJA se dit déterminée à favoriser une réponse mondiale juste et équitable à la crise climatique, et avait appelé toutes les parties à la COP 28 à donner la priorité aux besoins des personnes vulnérables, non seulement en Afrique mais dans le monde, à démontrer un véritable engagement en faveur de la justice climatique et à travailler en collaboration pour garantir un avenir durable pour tous.

Par ailleurs, l'engagement de PACJA est une source de motivation pour de nombreux jeunes et organisations de la société civile africaine, qui ne cessent de multiplier les initiatives pour mobiliser les jeunes et faire entendre leur voix et celle de leurs communautés. Au Bénin, par exemple, des

organisations comme l'ONG Save Our Planet, à travers sa Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité, mobilisent des jeunes et des femmes ainsi que des dirigeants politiques pour débattre des impacts du changement climatique et plaider pour la prise en compte des besoins d'adaptation des communautés vulnérables dans les politiques de développement.

Pour le PNUD, la voix des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des groupes marginalisés fait partie intégrante de l'avenir de notre planète, et il est essentiel qu'ils aient accès à des plateformes où ils peuvent participer aux prises de décisions et à la mise en œuvre de politiques et de plans. Pour amplifier la voix des femmes au Burkina Faso, l'ONG « Voix de femmes » a convié en décembre 2023 les journalistes et communicateurs à un déjeuner de presse dont l'objectif était d'inciter les hommes de médias à la diffusion des récits africains sur la justice climatique, collectés par l'ONG « Voix de femmes » dans le cadre du projet African Activists for Climate Justice.

Ces récits projetés aux hommes de médias abordent, selon Info Nature qui a relayé l'information, des problèmes de tarissement des cours d'eau, l'ensablement, les vents violents, les pluies diluviennes, les faibles rendements agricoles et l'accaparement des terres agricoles. « Aujourd'hui, il est temps d'écouter l'Afrique et d'adopter les solutions qui viennent des Africains », a lancé Djiby Niang, Directeur exécutif de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement Sénégal, au micro de Média 1 TV. Aussi des marches pour la justice climatique sont-elles organisées par les sections de PACJA dans de nombreux pays africains, où les jeunes ne manquent pas de donner de la voix, pour appeler les gouvernements, les entreprises et la communauté internationale à prendre leurs responsabilités face à la crise et à l'injustice climatique que subit l'Afrique.



*Marche des jeunes pour la justice climatique /PACJA-Togo
Photo : AgriDigitale*

Selon l'association CARE, les entreprises doivent changer radicalement leurs modes de production pour protéger les ressources naturelles et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. « Nous appelons les pays développés qui promettent des fonds climat dans le souci de réduire les impacts sur les populations de tenir leur promesse », a lancé Abourazakou Memen, Coordonnateur national PACJA-Togo. À en croire le PNUD, les voix et les demandes des communautés et des groupes vulnérables sont de plus en plus prises en compte à l'agenda international. « Depuis fin 2021, plus de 12 pays et l'Union européenne se sont engagés à apporter un appui financier aux pays du Sud les plus durement touchés », s'en réjouit l'association CARE.

Ainsi, la lutte pour la justice climatique en Afrique prend une dimension importante surtout avec l'engagement de PACJA. Face aux vulnérabilités exacerbées par le changement climatique, les enjeux pour l'Afrique sont multiples et urgents, appelant à garantir une réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en assurant un développement économique équitable et durable, et à renforcer la résilience des communautés les plus touchées par les effets du changement climatique.

PACJA joue un rôle crucial en plaidant pour des politiques inclusives et justes, en promouvant des actions locales et en amplifiant la voix des communautés africaines dans les négociations internationales. La jeunesse africaine et les organisations de jeunes jouent également un rôle majeur dans la lutte contre l'injustice climatique en Afrique. La réalisation de la justice climatique nécessite une intensification et une harmonisation des efforts locaux, nationaux et internationaux pour créer un avenir durable et équitable pour tous.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

COP 28: Un pas vers la bonne direction

Le texte final du sommet climatique de Dubaï mentionne pour la première fois une transition « hors des énergies fossiles ». Certes un pas vers dans la bonne direction, mais qui reste de loin insuffisant pour répondre à l'urgence et gravité de la crise climatique en particulier pour les pays vulnérables.



Les dirigeants du monde entier ont finalement convenu que le monde devait abandonner les combustibles fossiles pour éviter un changement climatique catastrophique, après 30 ans d'intenses et pénibles négociations. Cette concession a été obtenue à l'arrachée devant le tollé qu'avait suscité le précédent draft qui ne reconnaissait pas explicitement la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles. Le *Global Stocktake*, quoique salué par les uns d' 'historique', n'évoque cependant pas de « sortie » du pétrole, du gaz et du charbon, ce que réclame le mouvement climatique mondial depuis des décennies.

Cette petite victoire marque toutefois le début de la fin. Désormais, les dirigeants du monde ont brisé le tabou. Le texte final nomme clairement le mal, quoi qu'il se contente d'appeler d'appeler à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques* ». L'ère des fossiles approche à grands pas. Une scénario qui n'aurait pas été possible n'eut été la grande mobilisation du mouvement climatique qui s'est battu jusqu'au bout, à la COP, mais aussi dans les semaines qui ont précédé cette conférence.

Doit-on alors se réjouir des résultats de cette cop? Pas vraiment. En tant qu'African, nous nous attendions à ce que la COP 28 démontre, à tout le moins, son engagement à rectifier le tir et à tracer la voie vers une élimination complète de tous les combustibles fossiles, un avenir durable construit sur les énergies renouvelables, un financement ambitieux et contraignant pour l'adaptation et des engagements clairs en matière de transfert de technologie de la part des pays riches.

Should we then rejoice in the results of this conference? Not really. As an African, we expected COP 28 to demonstrate commitment to course correcting and charting a path to a complete phase out of all fossil fuels, a sustainable future built on renewables, ambitious adaptation finance and clear technology transfer commitments by rich nations.

Même si le compromis de Dubaï mentionne la transition hors des énergies fossiles, il ne fait aucune référence au soutien nécessaire aux pays en développement pour entreprendre cette transition énergétique. Qui va payer la facture de cette transition? Est-il juste et réaliste d'attendre des pays en développement qu'ils supportent le fardeau de cette transition sans accompagnement financier conséquent? Les questions de financement ont été depuis longtemps au cœur des négociations climatiques et ont causé une énorme frustration pour les pays africains qui avaient adopté en septembre dernier la Déclaration de Nairobi, un texte sanctionnant le premier Sommet africain sur le climat. L'Afrique, qui subit de plein fouet les ravages de la crise climatique, réclame l'augmentation de « la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici à 2030 », ainsi qu'une réforme en profondeur d'un nouveau mécanisme de financement adapté aux besoins de l'Afrique, y compris la restructuration et l'allégement de la dette. Cet objectif n'a pas été atteint à Dubaï.

Nul n'a besoin de rappeler la contribution insignifiante voire nulle du continent dans la crise en cours, d'où le texte final laisse un goût amer du point de vue de la justice climatique. Pour des millions d'Africains, la crise climatique affecte tous les aspects de la vie – de l'alimentation au logement, en passant par l'accès à l'eau potable et à une énergie propre. D'où le soutien au triplement des énergies renouvelables avait suscité l'optimisme et dynamisé les communautés qui se sont mobilisés en masse ces dernières semaines pour appeler à un déploiement rapide et à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique.

Pour véritablement assurer la justice climatique, les plus grands pollueurs doivent prendre le leadership et faire leur part du sacrifice en vue d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles tout en accélérant les financements destinés au triplement des énergies propres d'ici 2030 et au doublement de l'efficacité énergétique. Ces deux objectifs sont intimement liés et représentent l'unique voie de survie pour les populations du Sud Global. Une fois de plus, l'accord de Dubia n'a pas présenté une voie claire, soutenue par un cadre juridique et un calendrier de mise en œuvre.

L'histoire retiendra que COP 28 aura été un moment de vérité pour l'industrie des combustibles fossiles, après des décennies de mensonges et de manipulations. Il ne fallait pas s'attendre à ce que la fin de l'ère des combustibles fossiles soit prononcée par ses premiers bénéficiaires. Il y avait au moins 2 456 lobbyistes des énergies fossiles à cette COP qui ont tout fait pour influencer l'accord final. Jusqu'à la dernière heure de la COP, l'on aura aussi vu la puissance de mobilisation et de pression de la société civile, du mouvement climatique, des peuples autochtones et des leaders progressistes qui ont démontré leur puissance pour maintenir les intérêts et l'avenir des plus vulnérables et des sans-voix au centre des négociations climatiques. Au cours des deux prochaines années menant à la COP 30, au Brésil, nous

resterons sur cette lancée pour exiger encore plus farouchement la justice climatique. A luta continua!

□ *Landry Ninteretse, Directeur Régional, 350Africa.org*

Grand-Popo et Athiémè : Une Caravane pour la justice climatique et l'intégration de l'Adaptation Basée sur l'Écosystème dans les Plans de Développement Communaux

Le 14 et 15 novembre 2023, les villes de Grand-Popo et Athiémè ont accueilli une initiative majeure visant à sensibiliser et plaider en faveur de l'intégration de l'Adaptation basée sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communaux (PDC). Organisée dans le cadre du projet BENKADI, cette caravane de sensibilisation a été coordonnée et animée par l'ONG JVE BENIN, mandatée par le Projet BENKADI.



L'objectif de cette caravane était de donner une voix aux communautés locales, mobiliser les acteurs locaux et sensibiliser sur l'importance cruciale d'intégrer l'AbE dans les PDC, renforçant ainsi la résilience face aux changements climatiques et promouvant la durabilité environnementale.

À Grand-Popo et Athiémè, une cinquantaine de participants issus de divers secteurs ont activement participé à cette caravane, scandant des chants et des slogans tels que « AbE PDC » pour rythmer le parcours jusqu'à la mairie, lieu symbolique où le plaidoyer a pris toute son ampleur. La déclaration de plaidoyer des communautés a été remise aux autorités municipales.



Dans la commune d'Athiémè, le Secrétaire Exécutif a officiellement reçu la déclaration, exprimant chaleureusement son engagement à prendre en compte les préoccupations de la communauté. À Grand-Popo, c'est le Chef du Service Environnement qui a pris la déclaration, affirmant l'engagement de la mairie à intégrer les préoccupations communautaires.

Les engagements pris par les autorités municipales portent sur l'intégration de l'AbE dans les PDC, le développement et la mise en œuvre des politiques locales favorisant les pratiques d'AbE, ainsi que la promotion de la durabilité environnementale.



À la fin de cette initiative, plusieurs résultats concrets ont été obtenus, dont un fort engagement communautaire, une influence sur les décideurs locaux pour l'inclusion de stratégies AbE dans les PDC, et le renforcement de la résilience communautaire face aux changements climatiques.



Cette caravane a clairement fait entendre la voix des communautés et a eu un impact positif sur les décideurs locaux. Les résultats obtenus démontrent que la mobilisation communautaire est une force catalysatrice pour promouvoir des politiques locales adaptatives et durables. Les engagements des autorités locales et la participation active des communautés marquent une avancée significative vers la création de communautés plus résilientes et durables face aux défis environnementaux.